

Audience publique du 24 janvier 2008

=====

Requête en sursis à exécution introduite par
les époux XXX XXX et XXX XXX, XXX-XXX
contre une décision du directeur des Contributions
en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques

ORDONNANCE

Vu la requête déposée le 10 janvier 2008 au greffe du tribunal administratif par Monsieur XXX XXX et son épouse, Madame XXX XXX, les deux demeurant ensemble à L-XXX XXX-XXX, XXX, rue XXX, tendant à conférer un effet suspensif au recours au fond introduit le 9 janvier 2008, portant le numéro 23929 du rôle, dirigé contre une décision du directeur des Contributions rendue sur réclamation dirigée contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxations d'office) pour les années 2002 et 2003, émis en date du 21 juin 2006 et de l'année 2004, émis en date du 6 septembre 2006 à chaque fois par le bureau d'imposition Luxembourg XXX, section personnes physiques ;

Vu l'article 11 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment les décisions critiquées;

Maître Zineb BENKIRANE, avocat à la Cour et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN entendus en leurs plaidoiries respectives à l'audience du 22 janvier 2008.

Par courrier du 19 septembre 2006 les requérants ont formulé des contestations formelles à l'encontre des taxations d'office suivantes émises par le bureau d'imposition Luxembourg XXX, section personnes physiques :

Taxation d'office relative à l'exercice 2002: 34.364,00.-€
Taxation d'office relative à l'exercice 2003: 56.512,00.-€
Taxation d'office relative à l'exercice 2004: 86.637,00.-€.

Sur réclamation, le directeur des Contributions confirma, par décision du 5 décembre 2007, les trois bulletins en question.

Par requête déposée le 9 janvier 2008, inscrite sous le numéro 23929 du rôle, les époux XXX XXX et XXX XXX ont introduit un recours contentieux tendant à la réformation de la décision directoriale du 5 décembre 2007 et par requête du 10 janvier 2008, inscrite sous le numéro 23938 du rôle, ils ont introduit une demande tendant à ordonner le sursis à exécution des bulletins concernant l'impôt sur le revenu relatifs aux exercices 2003 et 2004.

Le délégué du gouvernement estime que les conditions légales pour l'obtention d'un sursis à exécution sont remplies. D'une part, du seul fait du paiement des sommes réclamées et en cas de gain de cause devant le juge du fond, le contribuable subirait un préjudice en raison de ce que les sommes perçues à tort par l'administration des Contributions seraient remboursées sans intérêts et, d'autre part, les moyens exposés dans le recours au fond seraient assez sérieux.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que tout paiement d'impôts cause au contribuable un préjudice en ce qu'il amoindrit son patrimoine, sans pour autant nécessairement constituer un préjudice au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999, précitée. S'il est encore vrai qu'un tel paiement de sommes qui se révéleront ultérieurement non dues risque de causer au contribuable un préjudice définitif en ce que les sommes que l'administration des Contributions sera amenée à rembourser ne porteront pas intérêts, le caractère grave d'un tel préjudice n'est pas automatiquement donné. Un tel caractère grave n'est donné que pour autant que le paiement de la somme due ou réclamée risque de perturber sinon de manière irrémédiable, du moins profondément la situation financière du contribuable de telle sorte que, même en cas de gain de cause devant le juge du fond et de restitution des sommes payées indûment, cette situation ne peut être rétablie que difficilement.

En l'espèce, les requérants ont exposé de manière plausible que pour payer les sommes actuellement réclamées, les montants disponibles ne sont pas suffisants et qu'il leur faudrait procéder à la vente de biens appartenant au ménage pour financer une exécution provisoire des bulletins d'impôts litigieux, ayant par ailleurs déjà dû affronter des frais de financement pour un montant dépassant 120.000 euros relatifs à des sommes contestées, mais payées tant à l'Administration des Contributions Directes qu'au Centre Commun de la Sécurité Sociale pour l'année 2002.

Or, en cas de gain de cause au fond, le préjudice éventuellement subi du fait que les requérants auront dû aliéner leurs biens alors que, dans une telle hypothèse, cette opération se sera révélée avoir été non nécessaire, peut être considéré comme grave au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999, précitée.

Comme par ailleurs le délégué du gouvernement, qui représente l'Etat grand-ducal, ne s'est pas opposé à la mesure sollicitée et que les moyens invoqués à l'encontre des décisions directoriales paraissent sérieux, voire permettent de présumer le succès du recours, le directeur des contributions s'étant limité dans sa décision du 5 décembre 2007 à énoncer le principe que les contribuables ne doivent s'imputer qu'à eux-mêmes les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation face à une réclamation ne se limitant pas à contester le recours à la taxation d'office, mais sollicitant un réexamen intégral de la cause, tel que par ailleurs prévu par l'article 243 AO, les conditions légales pour l'octroi d'un sursis à exécution sont remplies.

Par ces motifs,

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

reçoit le recours en sursis à exécution en la forme,

au fond le déclare justifié,

partant dit qu'en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur le mérite du recours introduit sous le numéro du rôle 23929 contre la décision du directeur des Contributions du 5 décembre 2007 concernant l'impôt sur le revenu pour les années 2002 à 2004, il sera sursis à l'exécution de ladite décision en ce qu'elle concerne les années 2003 et 2004,

réserve les frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 janvier 2008 par M. Feyereisen, président du tribunal administratif, en présence de M. Rassel, greffier.

s. Rassel

s. Feyereisen